

## AGRESSION ISRAËLIENNE CONTRE GAZA

# Radicalisation et choc des civilisations en point de mire

La scène politique internationale, avec la sanglante agression israélienne contre le peuple palestinien à Gaza, vit de graves moments, caractérisés par :

Les attermolements de plus en plus prononcés des grandes puissances occidentales sur le drame palestinien, après avoir fermé les yeux puis participé à l'occupation de l'Afghanistan, après avoir accepté l'invasion, l'occupation puis l'éclatement de l'Irak. Par une telle attitude, elles contribuent à attiser le feu de la poudrière du Proche-Orient débouchant sur une instabilité et un déséquilibre des plus dangereux pour la paix mondiale ; un déséquilibre au seul profit de l'Etat sioniste israélien de plus en plus belliqueux et hégémonique. Ce même Etat d'Israël qui s'est doté de l'arme nucléaire sans aucune entrave, ni de l'AIEA, encore moins des grandes puissances occidentales, USA en tête, USA dont on connaît l'intransigeance exprimée à l'égard de l'Irak (concrétisée par le chaos actuel de ce pays), de la Corée du Nord et de l'Iran menacé de sanctions et d'agression.

Mus par le seul intérêt égoïste, les USA ont bafoué toute éthique internationale, soutenant sans pudeur des régimes féodaux arabes, eux les chantres de la démocratie.

Le président Obama saura-t-il, pourra-t-il relever le défi en prenant à bras le corps le problème palestinien au début de son mandat et non pas à la fin comme l'ont fait ses prédécesseurs ? Les temps à venir nous le diront.

En fait, dans tout ce fatras explosif et dramatique que Bush a tissé et exacerbé, les grandes puissances et d'autres pays occidentaux se sont mis en rangs serrés sous la bannière des USA ; des Etats sous la tutelle du toujours gendarme du monde malgré la chute du mur de Berlin et l'avènement de l'Union européenne. Un gendarme, longtemps la référence et le poumon économiques du monde, ébranlé tout récemment par le tsunami financier qu'il a élevé en son sein ; un krach financier dont les conséquences seront terribles pour les pays en développement et les pays pauvres.

Une Union européenne usant d'une sémantique équivoque, renvoyant dos à dos agresseur et agresseur, une roquette équivalent pour elle à un F16 ou à un char, se contentant d'un simple appel à l'arrêt de la violence. Et pour comble, Israël est considéré comme l'agresseur et le peuple palestinien comme l'agresseur. Entre-temps, défiant toute la communauté internationale et refusant toute trêve humanitaire, Israël poursuit impunément ses bombardements criminels, fauchant des centaines de vies et détruisant les infrastructures d'un pays confiné à une dérisoire bande. En attendant une possible invasion terrestre pour parachever son œuvre destructrice, invasion que Bush encourage, traitant le Hamas de terroriste, ignorant le terrorisme d'Etat israélien. Une agression qui a été pratiquement annoncée par la ministre israélienne des Affaires étrangères à partir du Caire. Et, comble de l'ironie, Israël pousse l'outrecuidance jusqu'à affirmer à Paris, le 1<sup>er</sup> janvier 2009 (Tzipi Livni), qu'il n'y a pas de problème humanitaire à Gaza (alors que les ONG parlent de situation alarmante) et qu'Israël représente des valeurs du monde libre ! Il est bon de rappeler que la nouvelle présidence de l'Union européenne avait

déjà affiché à la mi-décembre par le truchement de son ministre des Affaires étrangères, dans son programme, son soutien inconditionnel à Israël. La présidence sortante (la France) avait déjà consacré Israël comme un Etat privilégié de cette même Union.

Une organisation des Nations unies réduite pratiquement à une annexe exécutoire des USA leur servant de caution pour leurs agressions. Une organisation dont les multiples résolutions sur le problème palestinien sont toujours restées lettre morte. Souvenons-nous comment fut créé l'Etat sioniste d'Israël au détriment de l'Etat palestinien, poussant une grande partie du peuple à l'exil ; une institution qui ferme les yeux (USA obligent) sur toutes les agressions d'Israël et sur la politique injuste et irréaliste des bantoustans.

Il convient aussi d'évoquer la partialité traditionnelle des grands médias occidentaux. Certains d'entre eux ont poussé l'indécence en ouvrant longuement le journal télévisé sur la Saint Sylvestre dans toutes les capitales et leurs feux d'artifice, suivie d'images et d'un long commentaire sur l'incendie d'une discothèque à Bangkok. Une seule phrase fut ensuite consacrée à Gaza, en montrant quelques camions transportant «l'aide humanitaire» ; alors que durant la nuit du 31 décembre, les bombes israéliennes pleuvaient sur Gaza la martyre. En dehors de quelques rares chaînes, les images insoutenables de désolation sont peu nombreuses sur leurs écrans, et pour cause.

Une Ligue arabe, appendice fanfaronne, confinée à des sommets pompeux et inefficaces ainsi qu'à des déclarations creuses, véritables rododendons ridicules.

Des dirigeants arabes, marionnettes préoccupées uniquement par leur maintien au pouvoir, brimant leurs peuples par la force et la répression, perpétrant des régimes dictatoriaux aux formes multiples, favorisant prébende et corruption ; des régimes aux pratiques antidémocratiques sur lesquels les puissances démocratiques, USA en tête, ferment les yeux et pour cause. Des dirigeants arabes qui, face à cette boucherie, se contentent d'envoyer des aides humanitaires, sans aucune déclaration officielle. Le rappel des ambassadeurs des pays arabes ayant des relations diplomatiques avec Israël n'a même pas été envisagé ne serait-ce que pour consultation, un «smig diplomatique» auquel ont recours beaucoup de pays dans des circonstances beaucoup moins graves. Ironie du moment, alors que les Palestiniens continuent de mourir, les dirigeants arabes tergiversent sur «l'utilité» de convoquer un sommet des chefs d'Etat arabes ! Des dirigeants arabes qui empêchent leurs peuples d'exprimer leur soutien au peuple palestinien et leur rejet de l'humiliation. Ces mêmes pays arabes qui n'ont jamais été capables de consacrer un dollar par baril de leur immense pactole pour le peuple palestinien. Tous attendent, comme les puissances occidentales, que soit terminé le plan machiavélique et criminel d'Israël pour peut-être réagir.

Fort heureusement, une éclaircie citoyenne, avec des mouvements associatifs, des marches et des rassemblements populaires qui manifestèrent dans de nombreuses capitales arabes et européennes contre l'agression barbare israélienne et le silence honteux et assourdissant des diri-

geants arabes. La rue européenne, par le biais d'organisations citoyennes pour la paix, a réagi contre le blocus inhumain de Gaza et contre les crimes de guerre d'Israël. Il convient aussi de souligner la dénonciation par la presse nationale algérienne de ce génocide, et l'indignation d'une bonne partie de la presse internationale sur ces attaques criminelles et leur but inavoué, ainsi que les appels pour une riposte citoyenne sur le Net. Devant le rouleau compresseur des intérêts, espoir certes fragile, mais réconfortant pour une justice réelle et une paix durable.

Les peuples arabes bouillonnent d'impatience et la rue gronde. La révolte est au bout du chemin de la souffrance, du mépris et de l'injustice. Le temps du front de la résistance et de la fermeté est bien loin ; comme l'arme dissuasive du pétrole n'est plus qu'un lointain souvenir !

En même temps, il faut rappeler l'intransigeance et le manque de réalisme politique de certains leaders arabes et palestiniens (Israël est une réalité comme l'est la nécessité d'un Etat palestinien aux frontières viables et sûres). Comme il faut rappeler, aussi, l'extrémisme des orthodoxes et des ultras israéliens, partisans du «Grand Israël» et de la politique insensée des colonies de peuplement. Ces deux attitudes ne facilitent guère le difficile cheminement pour une solution réaliste, durable et pacifique. Ironie de l'histoire devant la déconvenue et la trahison des régimes arabes, on en arrive pratiquement à regretter les dispositions prévues par les Nations unies créant à la fois l'Etat d'Israël et l'Etat palestinien dont la consistance et la continuité territoriale étaient plus viables que celles à laquelle on aspire actuellement. Réaliste, le président défunt Bourguiba avait été voué aux gémonies pour avoir osé parler de négociations sur cette base. On sait comment les différents régimes arabes qui se sont succédé ont fait de la surenchère à des fins politiciennes et populistes pour se maintenir au pouvoir face à la rue revendicatrice de justice, de liberté et de démocratie. C'est à se demander si les régimes arabes n'ont pas peur de la naissance d'un Etat palestinien démocratique à «leurs frontières» !

Le concept «Israël à la mer», comme celui du «Grand Israël» relève de l'utopie ; ni l'un ni l'autre ne sont la solution idoine à cet épineux problème qui constitue un défi majeur de ce 21<sup>e</sup> siècle.

Il faut également souligner qu'Israël s'est enfoncé de plus en plus dans une radicalisation extrême, rejetant toutes les propositions de paix d'où qu'elles viennent ; Israël a sabordé les accords d'Oslo ainsi que l'offre de paix du sommet arabe de Riyad en mars 2007 qui reprenait les propositions du prince Abdallah en 2002. Sans oublier qu'Israël n'a pas respecté ses engagements dans la trêve conclue avec le Hamas en maintenant le blocus de Gaza.

Par leurs attitudes, tous ces pays, toutes ces organisations internationales se rendent implicitement complices de ces crimes et de ces injustices. Le cas le plus brûlant d'actualité est celui du peuple martyr palestinien, aux territoires occupés, concentré dans une enclave, véritable ghetto, soumis à un long blocus des plus inhumains et à un véritable holocauste par Israël. Mais plus grave, ils se rendent complices d'une radicalisation islamiste en marche ; comme ce

fut le cas en Afghanistan où les USA furent à l'origine de l'érection du phénomène taliban pour contrer, à l'époque, l'URSS, mouvement encouragé puis combattu après la chute du mur de Berlin et les attentats du 11 septembre 2001. Ou bien encore, l'émergence programmée en 1927 du mouvement des Frères musulmans en Egypte pour faire avorter l'unité arabe en gestation, mouvement dont on connaît les répercussions néfastes dans les pays arabes (l'Algérie en paie encore un lourd tribut), et la terrible violence qui en résulta, atteignant ceux-là mêmes qui jouèrent aux apprentis sorciers, en fermant les yeux sur la violence terroriste intégriste avant qu'elle ne les atteigne sur leur propre sol et dans leur propre chair. Il aura fallu qu'une cascade d'attentats terroristes s'abatte sur les pays occidentaux pour qu'ils prennent conscience du phénomène terroriste islamiste international et mesurent pleinement son danger ; la plupart d'entre eux parlaient de «guerre civile» en Algérie, accordant l'asile aux dirigeants islamistes et une large tribune, soutenant implicitement le FIS et sa branche armée criminelle. Sans parler de la Somalie, du Soudan et d'autres pays africains ou asiatiques où la toile islamiste est en train de se tisser.

Dans un passé contemporain, l'arrivée au pouvoir de Khomeini fut le résultat d'une politique de soutien aveugle à un régime despotique, soutien motivé par le seul intérêt géostratégique et énergétique. A cela, il convient d'ajouter que dans les pays occidentaux, on assiste à un foisonnement de mouvements xénophobes, racistes et intolérants assimilant de façon primaire islam et islamisme, musulmans et islamistes ; on assiste également à une politique discriminatoire de l'immigration, le tout réunissant les ingrédients pour générer la radicalisation et la violence. Même l'Union européenne, par ses tergiversations sur l'adhésion de la Turquie en son sein, contribue à alimenter les frustrations populaires et les réactions extrémistes. La sombre phrase prononcée par Nixon «après le communisme il faudra combattre l'islam» n'est-elle pas en train de devenir réalité ?

Tout récemment, Israël, par son attitude expansionniste et belliqueuse, a conforté un mouvement islamiste qui est sorti renforcé au Liban, au détriment des forces progressistes. Ce même Israël a encouragé la division du peuple palestinien avec l'avènement du Hamas, parti islamiste qui fut élu démocratiquement mais qui affaiblit la cohésion du mouvement palestinien, avec l'exacerbation de luttes fratricides au seul profit d'Israël ; parti Hamas qu'Israël veut aujourd'hui détruire aveuglément dans un bain de sang de civils, de femmes et d'enfants prétextant éliminer les foyers responsables des tirs de roquettes, avec en fait, en arrière fond, un enjeu électoral. Israël sait qu'un peuple palestinien uni finira par avoir gain de cause. La politique des manipulations, de la diversion, comme celle de la devise «diviser pour régner» sont toujours d'actualité ; elles servent de moyens d'affaiblissement, de division et de domination (ex: la guerre Iran-Irak l'Iran-gate, l'invasion du Koweït par l'Irak... sont vivaces dans les mémoires).

Dans tout ce cycle de violence, l'aveuglement de tous ces pays, leur inhumanisme, leur égoïsme étroit poussent peu à peu les populations

Par Abdelhak Béerhi (\*)

méprisées, opprimées et martyrisées dans les bras radicalistes qui restent finalement leur seul refuge. Les Hamas, les Hezbollah, les Jihad, les FIS ont de beaux jours devant eux dans les pays arabes et musulmans. Sans les balises républicaines constitutionnelles, la Turquie aurait basculé et sombré dans les affres de l'incertitude.

L'indifférence et le manque de vision prospective qui caractérisent tous ces pays, pour ne pas dire l'aveuglement et le dogmatisme (dans un autre registre, la crise financière mondiale et la politique encensée du libéralisme arrogant en sont une illustration) poussent à la révolte puis à l'extrémisme radical et violent. En fin de compte, la violence finit par engendrer la violence : le cycle infernal afghan, l'enfer irakien, le drame palestinien et, dans un autre contexte, la violence au Pakistan, les secousses religieuses en Inde et la situation au Cachemire illustrent on ne peut mieux ce phénomène d'un troisième millénaire incertain. Par leur aveuglement, tous ces pays avec Israël sont en train de semer non seulement les graines de la violence et du racisme, mais aussi de pousser à l'éclosion d'une ère de croisades des temps modernes (on se rappelle le vrai faux lapsus dans la bouche du président Bush en envahissant l'Afghanistan), voire même de réveiller les vieux démons d'un anti-sémitisme primaire de sinistre mémoire.

L'heure est assurément très alarmante. Avec la radicalisation islamiste qui perle çà et là, l'inacceptable «choc des civilisations» tant dénoncé et redouté se trouve activé. Il se trouve mis en orbite par le comportement irresponsable, voire criminel de cette communauté internationale qui se prévaut d'humanisme, de démocratie, de liberté, d'égalité et de solidarité. Ce choc des civilisations, longtemps considéré comme chimérique, risque de devenir une réalité avec des conséquences dramatiques. L'Union pour la Méditerranée (notamment celle des peuples) n'est-elle pas déjà une entité mort-née ? Comment les chefs d'Etat la composant pourront-ils se regarder s'il leur reste un minimum de conscience d'humanisme ? Radicalisation islamiste, radicalisation xénophobe et anti-islamique, s'autoalimentant, ont été mises en marche !

Tous les ingrédients d'une déstabilisation mondiale (politique et économique) sont en train de se mettre en place, comme ont été réunies les conditions du déséquilibre climatique aux conséquences néfastes déjà perceptibles par une politique égoïste et aveugle du développement. Devant la menace d'une déflagration possible aux conséquences imprévisibles, l'ONU se trouve en demeure d'engager au plus vite une action diplomatique pour arrêter une escalade portant atteinte à la justice et à la paix mondiale.

Tous ces pays faux dévots de la démocratie, tous ces régimes arabes totalitaires et rétrogrades en seront responsables devant l'Histoire. L'Histoire les jugera, chacun à sa mesure, comme elle a jugé la traite des Noirs, le colonialisme, le fascisme et le nazisme ; les uns par rapport à leur attitude inhumaine et dominatrice, les autres pour leur despotisme, leur vassalisation et leur couardise.

A. B.  
Alger le 1<sup>er</sup> janvier 2009  
(\*) Secrétaire général du CDDR